

Travail dissimulé et recours aux travailleurs étrangers

Public : Juristes d'entreprise, Responsables RH, Responsables paie, Dirigeants et managers, Responsables conformité / contrôle interne, Donneurs d'ordre et acheteurs, Cabinets d'expertise comptable ou de conseil.

Prérequis : Aucun prérequis juridique spécifique. Il est recommandé d'avoir une connaissance générale des relations de travail ou d'intervenir dans la gestion du personnel ou des contrats de sous-traitance.

Durée : 1 jour (7 heures).

Objectifs : A l'issue de la formation, le participant sera capable de :

- Identifier les différentes formes de travail illégal et leurs qualifications juridiques
- Appliquer les règles relatives à l'emploi de salariés étrangers et à la procédure d'introduction
- Évaluer les risques civils, pénaux et financiers encourus par l'employeur ou le donneur d'ordre
- Mettre en place une procédure de vérification et d'archivage conforme
- Sécuriser ses pratiques contractuelles et organisationnelles.

Programme :

Rappel sur la législation en vigueur

- La législation du travail française et européenne en la matière
- La DILTI (Délégation interministérielle à la lutte contre le travail illégal)

Définition des différentes typologie en matière de travail illégal

- Le travail dissimulé (dissimulation d'activité, d'emploi salarié ou d'heures travaillées)
- Le marchandage : fourniture de main-d'œuvre dans un but lucratif
- Le prêt illicite de main-d'œuvre
- L'emploi d'un étranger démunie de titre de travail
- Le cumul irrégulier d'emplois

Les responsabilités de l'employeur et du donneur d'ordre

- La responsabilité civile
- La responsabilité pénale et la solidarité financière des donneurs d'ordre
- La requalification

Etude des différentes typologies de faux papiers

Dans le cadre d'atelier de présentation

- Carte d'identité, Numéro Sécurité, Permis de conduire, CACES, Passeport

Procédure de vérification

La procédure de contrôle des documents

- Le double contrôle
- L'archivage des documents

Méthodes pédagogiques :

Apports juridiques structurés et actualisés

Analyse de textes et jurisprudences clés

Études de cas pratiques

Ateliers d'identification de faux documents (CNI, passeport, titre de séjour, CACES, etc.)

Mise en situation : procédure de vérification et double contrôle

Échanges d'expériences entre participants

Supports pédagogiques remis en fin de session

Modalités d'inscription :

L'inscription est validée par un entretien téléphonique ou physique.

Modalités d'évaluation :

Auto-positionnement en début et fin de formation

Exercices pratiques pendant la session

Cas d'application en fin de formation

Questionnaire d'évaluation des acquis